

L'ONU appelle le Burundi à plus d'inclusivité pour régler la crise politique

ONU Info, 19 février 2019 Burundi : l'ONU rappelle qu'un dialogue inclusif est la seule option viable pour régler la crise politique. Lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation au Burundi mardi, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour ce pays, Michel Kafando, a rappelé qu'un dialogue inclusif inter-burundais demeurerait la seule option viable pour un règlement durable de la crise politique et la tenue d'élections en 2020 dans un environnement apaisé.

Sur le plan politique, M. Kafando a noté que le Président Pierre Nkurunziza avait réitéré le 22 décembre 2018 sa décision de ne pas solliciter un nouveau mandat en 2020 et que la demande de reconnaissance officielle du nouveau parti d'opposition, le Congrès national pour la liberté, avait été finalement agréée le 14 février par le gouvernement. « J'encourage le gouvernement à continuer dans ce sens et j'exhorte à plus d'inclusivité, notamment dans le cadre des discussions en cours sur l'adoption d'un nouveau Code électoral », a-t-il dit, rappelant que les élections générales, dont le scrutin présidentiel, étaient prévues dans seize mois. L'Envoyé spécial a également noté que la situation des droits de l'homme restait préoccupante au Burundi selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Quant à la situation humanitaire, elle s'est améliorée depuis 2017, sauf dans certaines parties du pays, en particulier dans les provinces frontalières de l'est et du nord-est. « Environ un million et demi de personnes restent cependant menacées par l'insécurité alimentaire du fait des difficultés socio-économiques persistantes », a déclaré Michel Kafando. Au 31 décembre 2018, les Nations Unies estimaient à 140.000 le nombre de personnes déplacées et à plus de 347.000 le nombre de réfugiés burundais encore présents dans les pays voisins (en baisse par rapport aux 380.000 réfugiés en novembre dernier). L'Envoyé spécial s'est rendu au Burundi du 20 au 29 janvier, dans l'intention de s'entretenir avec le Président Nkurunziza et les autorités burundaises des conclusions de la réunion du Conseil de sécurité du 21 novembre 2018, mais aussi pour réaffirmer, à la veille du Sommet de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), le soutien des Nations Unies au processus inter-burundais. « Malheureusement ces entretiens n'ont pu avoir lieu », a constaté M. Kafando.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});